



Département de la
Seine-Maritime

D.2018.06/VOEU3

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180629-M_DE180625_VOEU3-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/06/2018

Publication : 29/06/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 25 juin 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	22 (jusqu'à 19h15)
	21 (à partir de 20h10)
Nombre de Pouvoirs	12
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **29 juin 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **25 avril** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 15 avril, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN** (à partir de 20h10), Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU** (jusqu'à 19h15), Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h37), Gérard **DELAHAYS**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM** (jusqu'à 19h15), Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Nicole **LANGLOIS** donne pouvoir à Alexandre **MORA**
Corinne **LEVILLAIN** (arrivée à 20h10) donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT** (à partir de 19h15)
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette **LOZACH**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Jean-Pierre **QUEMION**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Estelle **FERRON** (à partir de 19h15)
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 25 juin 2018

2018.06/VOEU3

Motion pour le maintien des Centres d'Information et d'Orientation (CIO) dans l'Éducation nationale

Présentée par les élus du Conseil Municipal

Le 27 avril, le Gouvernement a présenté son projet de loi relatif à la "Liberté de choisir son avenir professionnel".

L'article 10 de ce projet de loi dispose que la Région, et non plus l'Etat, délivrera « l'information nécessaire sur toutes les voies de formation ». Dans ce cadre, les personnels des directions régionales de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (DRONISEP) seraient transférés aux Régions.

Au motif que l'information professionnelle ne serait plus de sa compétence, le Ministère de l'Éducation nationale a annoncé, sans aucune concertation avec l'ensemble de la communauté éducative, la fermeture des Centres d'Information et d'Orientation (CIO). En Normandie, ce sont ainsi vingt-cinq CIO qui sont menacés : douze dans l'Académie de Caen, treize dans celle de Rouen et donc le CIO du Havre.

Le Gouvernement tente d'expliquer que cela ne changerait rien pour l'accès à l'information et à l'orientation dans la mesure l'orientation, inscrite à l'emploi du temps des élèves, serait faite par les psychologues de l'Éducation nationale venus des CIO au sein des établissements scolaires, mais aussi par les professeurs principaux, les partenaires de l'école, les corps intermédiaires, les branches professionnelles, sous l'égide de la Régions.

C'est oublier que les Conseillers d'orientation psychologues, malgré une sous dotation en moyens, assurent déjà des permanences dans les collèges et lycées et que les CIO sont ouverts à tous les publics, y compris pendant les vacances scolaires. Ils accueillent non seulement les élèves, mais également leurs parents, ainsi que tous les jeunes et adultes en recherche d'information, à commencer par celles et ceux qui ont décroché du système scolaire. Ils forment ainsi une passerelle essentielle pour construire ou retrouver le chemin de sa réussite.

C'est aussi oublier que le service public national de l'orientation ne se limite pas à délivrer une information sur l'orientation professionnelle mais bien également sur l'orientation scolaire et la diversité des parcours de formation. Ce besoin est d'autant plus fort après la réforme restrictive de l'accès aux études supérieures mise en œuvre cette année par le Gouvernement. De la même façon, la réforme de l'apprentissage envisagée menace de nombreux Centres de formations des apprentis.

Vouloir réduire l'orientation aux seuls enjeux régionaux est un non-sens à l'heure où les parcours de formations se réalisent à l'échelle nationale, voire internationale.

Plus que jamais, le renforcement des dispositifs d'orientation et d'information est un enjeu essentiel dans la réussite des parcours scolaires puis professionnels, comme dans l'épanouissement de la citoyenneté. Ce manque de moyens est patent, et par exemple le collège de la Belle Etoile à Montivilliers ne bénéficie pas de l'affection d'un Conseiller d'orientation psychologue.

CONSIDERANT

- Que l'accès de tous aux informations sur l'orientation est un enjeu majeur pour la réussite scolaire et la bonne insertion professionnelle ;
- Que la suppression des CIO priverait de nombreux publics d'un accès facilité à l'information et l'orientation, à commencer par les personnes les plus fragilisées ;
- Que la suppression des CIO renforcerait les disparités entre les territoires en fonction des politiques des régions en matière d'orientation ;

- Que limiter l'orientation à la seule orientation professionnelle, négligeant ou limitant le volet scolaire, constituerait un recul historique ;
- Que l'article 10 du Projet de loi dit relatif à la "Liberté de choisir son avenir professionnel" ainsi que la fermeture des CIO renforcerait les inégalités et restreindrait la liberté de choisir et de construire son chemin vers la réussite scolaire et professionnelle

Le Conseil Municipal de Montivilliers demande solennellement à Monsieur le Ministre de l'Education nationale et au Gouvernement :

1. de maintenir le réseau de proximité de Centres d'information et d'orientation ;
2. d'en renforcer les moyens, à commencer par l'affectation d'un Conseiller d'orientation psychologue au collège de la Belle Etoile à Montivilliers

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,



